

Extrait du Groupe Henry Poulaille

<http://poulaille.org/spip.php?article87>

# **[Communiqué] Crise économique : toujours moins pour les salariés, toujours plus pour le patronat.**

- Articles -

Date de mise en ligne : lundi 4 mars 2013

---

**Groupe Henry Poulaille**

---

**Communiqué de la Fédération anarchiste du 17 février 2013**

Crise économique : toujours moins pour les salariés, toujours plus pour le patronat.

La politique économique du gouvernement s'inscrit dans une continuité libérale. Tout d'abord, le gouvernement n'a pas de marge de manoeuvre du fait du jeu des marchés, de ses liens avec le patronat et du faux fédéralisme qu'est l'Union européenne qui place le pays en situation de contrainte, dominé par la direction allemande, représentée par la chancelière Merkel.

De plus, le gouvernement, dans ce contexte, applique une politique d'austérité. Il cherche à réduire les remboursements de la Sécurité sociale. Son plan de lutte contre la pauvreté sonne comme une insulte, une aumône : le RSA est augmenté de moins de 10 euros par mois et le SMIC a été augmenté de 3 à 4 euros par mois ! Mais, Il accorde 20 milliards d'euros au patronat et baisse ses charges sociales sur trois ans.

[[http://www.federation-anarchiste.org/IMG/jpg/sucetteani\\_2.jpg](http://www.federation-anarchiste.org/IMG/jpg/sucetteani_2.jpg)]

Ce gouvernement annonce une nouvelle réforme de la retraite qui réduira encore le pouvoir d'achat des retraités ou prolongera de quelques années l'obligation de travailler pour obtenir une retraite, parfois indécente. Hollande nous avait promis des sauvetages en nombre des entreprises en faillite. Que de promesses non tenues...

Que dire de la remise en cause du code du travail visant à favoriser une flexibilité qui rendra tout salaire aléatoire, qui instaure les baisses de revenus, rend obligatoire la mobilité, facilite les licenciements en cas de restructuration ? Drôle de gauche ! Mais rien de surprenant pour nous, anarchistes, qui n'avons aucune illusion sur la social-démocratie incarnée par le gouvernement Ayrault, ni sur l'État, bras droit du patronat.

Cette politique bénéficie de la complicité des directions syndicales - et surtout de la CFDT qui, depuis des années, entérine les lois rognant les acquis des salariés.

L'accord sur la « flexisécurité », c'est la généralisation d'une complémentaire santé misérable, une limitation bien faible du temps partiel. À cela s'ajoutent des droits "rechargeables" à l'assurance-chômage, le patronat concédant une dérisoire augmentation des cotisations correspondantes. Nous soulignons que cette petite concession patronale n'est rien si l'on considère la masse financière des défiscalisations accumulées, ces dernières décennies. Ces droits rechargeables seront surtout l'occasion de permettre aux patrons de payer encore moins les salariés à l'embauche, sous prétexte qu'ils continueront de percevoir des allocations.

L'État envisage un projet de loi basé sur cet accord scélérat élaboré par la CFDT et le patronat sur la « flexisécurité » et validé aussi grâce à la CFE-CGC et la CFTC. Allons-nous rester les bras croisés ?

De son côté, la Fédération anarchiste soutiendra ceux qui se battent contre ce sabotage des droits acquis par les salariés, au prix d'âpres luttes, et qui annonce un salariat à la botte du patronat et une aggravation généralisée des conditions de vie du plus grand nombre.

De ce point de vue, sans se faire d'illusion sur les intérêts et manoeuvres d'appareil, la Fédération anarchiste est

## **[Communiqué] Crise économique : toujours moins pour les salariés, toujours plus pour le patronat.**

attentive au rapprochement entre la CGT et FO (non signataires), auxquelles pourraient se joindre la FSU, Solidaires et la CNT. En effet, une telle évolution permettrait d'ouvrir une perspective pour les salariés et les chômeurs, à la base, afin d'imposer une véritable résistance sociale sans laquelle tout espoir de changement réel est vain.

Alors que le gouvernement se vante de vouloir réduire les dépenses publiques, pourquoi ne commence-t-il pas par attribuer les allocations familiales en fonctions des revenus ? Ce gouvernement, dit de gauche, préfère, au nom de la compétitivité, s'en prendre à ceux qui sont déjà exploités.

La Fédération anarchiste appelle à la lutte contre ce gouvernement et sa politique économique, qui n'a de socialiste que le nom.

Non à la collusion entre des syndicats et le MEDEF. Non à une politique d'austérité qui plonge dans la misère ceux qui sont, déjà, en grande difficulté.

Secrétaire aux Relations extérieures de la Fédération anarchiste.